

conséquences que peut avoir sur l'économie de leur pays la concurrence que se livrent actuellement les États-Unis et la Communauté européenne en matière de subventions des exportations de blé. Mais pour un pays comme l'Argentine dont l'économie est plus dépendante des recettes d'exportation provenant de la vente de blé, l'effet d'une pareille lutte est beaucoup plus grave encore. De même, le Brésil et l'Argentine, tous deux grands producteurs de boeuf, subissent depuis un certain temps déjà le contrecoup des pratiques de soutien des prix de la viande au sein de la Communauté européenne.

Le cas du Brésil montre bien, cependant, que ce sont plutôt des facteurs internes qu'externes qui exercent sur le développement économique d'un pays l'influence la plus déterminante.

Les leçons à tirer de l'expérience brésilienne

Jusqu'à l'automne 1986, le Brésil était généralement considéré comme un des rares pays débiteurs faisant problème qui a réussi à se tirer d'affaire, surtout par comparaison à la situation du Mexique. Dans son rapport annuel de 1986, la Banque Royale évoquait en termes élogieux « l'audacieux plan de lutte contre l'inflation » mis en oeuvre par le Brésil et « le sévère budget proposé pour 1987 » et prédisait à ce pays « une très forte augmentation du rendement ». La Banque Toronto-Dominion a parlé du « rythme satisfaisant de l'expansion du Brésil », notant que ce pays enregistrait « régulièrement... de bons surplus commerciaux ». Mais entre octobre et décembre 1986, ce surplus a diminué de plus de 80 p. 100, et en février 1987 le Brésil déclarait un moratoire sur le paiement des intérêts de ses dettes à des banques étrangères. Le cas du Brésil mérite donc qu'on s'y arrête pour examiner ce qui s'est passé.

En 1984 et 1985, l'excédent commercial annuel du Brésil s'élevait à 12 milliards de dollars, grâce en partie à la baisse du prix des importations pétrolières, à la diminution des taux d'intérêt et à une réduction des importations consécutive à un déclin de la demande de consommation, mais aussi à une vive reprise des d'exportations. En février 1986, sans attendre la participation directe du FMI, le Brésil prenait l'initiative d'effectuer des changements économiques radicaux dans le cadre du plan Cruzado pour lutter contre l'inflation galopante au pays. Ces mesures eurent dans un premier temps des effets positifs et ont amené les banques créancières à accepter de rééchelonner la dette du Brésil, mais le gel des prix a fait croître la demande des biens de consommation qui a entraîné une pénurie de produits, une hausse des importations, une réduction de l'épargne et une baisse des niveaux d'investissement. En juillet, le gouvernement brésilien imposait de nouvelles mesures visant à freiner les dépenses de consommation de la classe moyenne, notamment l'imposition de taxes remboursables sur toute une gamme d'articles populaires. Les sommes ainsi collectées par la Caisse de développement national devaient être affectées aux transports, à la production d'énergie électrique et à d'autres secteurs-clés de l'infrastructure. Mais ce n'est que plus tard, soit après l'élection de novembre et après le début de l'érosion de l'excédent commercial que le Brésil a dû se résoudre à mettre en oeuvre de véritables mesures de redressement dans une économie en surchauffe, soit en réduisant considérablement les dépenses publiques et en augmentant les impôts.

Au dernier trimestre de 1986, l'état de l'économie brésilienne s'était gravement dégradé. Les taux d'intérêt avaient grimpé, la forte demande des consommateurs